

LUTTONS ENSEMBLE, CONTRE LA REFORME DES RETRAITES DU GOUVERNEMENT.

Cette réforme est mauvaise !!! Elle est faite pour la finance !!!



Les attaques incessantes contre celles et ceux qui luttent visent tous ceux qui restent attachés à la solidarité, et la solidarité ce n'est pas un coût, mais une richesse conquise par les salarié-es.

Nous allons poursuivre l'action, monter en charge : il faut taper fort !



Le droit à la retraite, c'est quoi ?

Le droit d'arrêter de travailler à un âge donné en conservant les moyens de vivre dignement et sans dégradation de son niveau de vie.

Que nous propose le Gouvernement ?

Imposer l'allongement de la durée de travail, supprimer les dispositifs de solidarité et satisfaire le patronat et les assureurs.

Si son projet de régime universel est si avantageux et solidaire pour tous, pourquoi le Gouvernement propose-t-il d'en sortir une partie des salarié-es ?

Pour nous c'est :

- 1. Un aveu quant à la nocivité du système projeté ;
- 2. Une provocation pour les salariés mobilisés à qui le Gouvernement demande de sacrifier les générations futures ;
- 3. Une fragilisation accrue des droits spécifiques existants par la baisse du nombre de cotisants ;
- 4. Un écran de fumée car c'est le dogme de l'équilibre économique du système qui justifiera rapidement toutes les attaques à venir.



La CGT a des propositions :

Vous trouverez celles-ci au dos de ce tract. Elles concernent l'amélioration des droits et les modalités de financement.

C'est bien l'ensemble des salariés du privé comme du public qui seront impactés !!! Durcissons le ton et décidons des modalités d'action, en assemblées générales dans les entreprises !!!

Grève et mobilisations le Jeudi 9 Janvier :

10h30: St Claude: Place du 9 Avril

Dole : Avenue de Lahr

14h30: Lons-le-Saunier: Place de la Liberté,



POUR UNE BONNE RETRAITE POUR TOUTES ET TOUS.

Les propositions CGT:

<u>Les grands principes</u>

- 1. Un départ à 60 ans à taux plein avec un revenu de remplacement à 75% du revenu net d'activité (calcul sur les 10 meilleures années ou les 6 derniers mois) et au minimum le Smic à 1800 euros. Chacun doit pouvoir vivre dignement de son travail, y compris à la retraite, c'est vrai pour tous, salariés comme agriculteurs ;
- 2. Comptabiliser les années d'études pour les jeunes ;
- 3. Une prise en compte de la précarité;
- 4. Une prise en compte des pénibilités des métiers (travail de nuit, postures pénibles, exposition à des agents chimiques, etc.) pour tous et toutes et extension des dispositifs de départ anticipé existants ;
- 5. Indexer les pensions sur les salaires et non sur les prix.

Le financement

- 1. Garantir immédiatement l'égalité salariale entre les femmes et les hommes rapporterait 6.5 milliards d'euros en plus pour la sécurité sociale. Cette mesure est entre les mains du gouvernement qui a toute latitude pour contraindre le patronat ;
- 2. Augmenter le taux de cotisation de 0,2 à 0,4 point, par an, permettrait de garantir la pérennité du système ; cela représente un effort de 1,60 euros par mois pour les travailleurs et de 2,40 euros pour les employeurs ;
- 3. Mettre fin aux cadeaux faits aux employeurs en cessant les exonérations de cotisations sociales patronales : 20 milliards d'euros de plus pour la sécurité sociale ;
- 4. Créer une contribution sociale sur les revenus financiers distribués par les entreprises, à un taux équivalent aux cotisations employeurs sur les salaires. Cette contribution pourrait rapporter 30 milliards d'euros;
- 5. Lutter véritablement contre l'évasion fiscale et sociale estimée entre 60 et 80 milliards d'euros chaque année pourrait rapporter plusieurs milliards d'euros ;
- 6. Mettre en place une politique résolument tournée vers l'emploi, notamment en diminuant le temps de travail pour que chacune et chacun ait un emploi correctement rémunéré, ce qui créerait de nouvelles recettes pour la sécurité sociale.